

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le <voir date
d'approbation>

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2024

Contexte et constats

Publié sur 

SAMBRE et MEUSE

RUE DES USINES
BP 2
59750 Douzies Feignies

Références : 2024_V3_336
Code AIOT : 0007000715

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2024 dans l'établissement SAMBRE et MEUSE implanté 54 rue des usines 59750 Feignies. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAMBRE et MEUSE
- 54 rue des usines 59750 Feignies
- Code AIOT : 0007000715
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement, créé en 1911, était spécialisé dans la fabrication de pièces en acier moulé, notamment pour l'industrie ferroviaire, la mécanique générale, les travaux publics. Il était exploité par la société MANOIR INDUSTRIE. En 2002, la société MANOIR INDUSTRIE a filialisé le site de FEIGNIES par cession du fond de commerce. Dans ce cadre, les activités de l'usine de FEIGNIES ont été reprises par la société SAMBRE ET MEUSE.

Le site a été placé en redressement judiciaire le 16/09/2014 par décision du tribunal de commerce de Valenciennes. Par jugement du tribunal de commerce de Valenciennes du 09/03/2015, le site a été placé en liquidation judiciaire. À ce titre, le liquidateur devient le représentant légal de l'exploitant.

Par courrier du 27 février 2020, le liquidateur a signifié son état d'impécuniosité relatif à cette liquidation judiciaire.

La présente visite d'inspection fait suite à d'autres visites sur le même thème (la mise en sécurité de l'installation). Des arrêtés de travaux d'office et d'occupation des sols ont été signés par Mr le Préfet le 04 avril 2022, ils encadrent cette mise en sécurité et servent de base réglementaire à la présente visite d'inspection.

Compte-tenu de la prolongation du chantier dans le cadre du marché en cours avec la société VERDIPOLE, un arrêté préfectoral de prolongation d'occupation des sols a été signé par Monsieur le préfet le 17/09/2024 afin d'encadrer la fin des travaux sur le site.

Cette inspection fait suite à celle du 22/08/24 et a pour objectif de venir constater les mesures prises pour sécuriser le site et terminer l'évacuation des déchets des travaux de sécurisation du site et d'évacuation des déchets. La visite s'est effectuée en présence d'un huissier de justice.

Contexte de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	occupation des sols	AP de Mesures Spéciales du 19/09/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de mise en sécurité, gérés par la société VERDIPOLE (mandaté par l'ADEME), sont terminés. C'est au total 6000 tonnes de déchets dangereux et combustibles qui ont été évacués du site. Des barrières de sécurisation ont été placées autour de zones dangereuses (fosses, trous, déchets amiantés) afin de prévenir tout accident.

En fin de visite et sous contrôle de l'huissier, l'ADEME rend les clés au propriétaire d'une partie des terrains, son représentant M Saliou, l'autre propriétaire étant absent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : occupation des sols

Référence réglementaire : AP de Mesures Spéciales du 19/09/2024, article 1
Thème(s) : Autre, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Les représentants de l'agence de la transition écologique (ADEME), ainsi que ceux des entreprises mandatées par cet organisme, chargés de l'exécution, en urgence impérieuse, des travaux de mise en sécurité sur le site sis rue des usines à FEIGNIES, parcelles cadastrales CE 130, CE 133, CE 135, CE148, CE 150 et CE 151 propriétés de la communauté d'agglomération Maubeuge Val de Sambre, et parcelles cadastrales CD 50, CE 105, CE 125, CE 126, CE 127, CE 128, CE 131 et CE 149, propriétés de SAMBRE ET MEUSE, sont autorisés pour une durée de 18 mois supplémentaires à compter de la date de notification du présent arrêté, sous réserve des droits des tiers, à procéder aux travaux visés par l'arrêté préfectoral de travaux d'office du 27 mars 2023.À cet effet, ils pourront effectuer toutes les opérations que la réalisation de ces travaux rendra indispensables.
Constats : La visite s'est effectuée en présence d'un huissier de justice qui rédigera un rapport destiné à l'entreprise chargée de l'évacuation des déchets dangereux (VERDIPOLE). L'inspection constate que l'ensemble des déchets dangereux et combustibles ont été évacués du site par la société VERDIPOLE, mandatée par l'ADEME. De plus, de nombreuses barrières de sécurisation ont été installées autour de zones dangereuses (trous, fosses, amiantes) afin d'informer tout individu, qui pénètre sur le site, du danger potentiel qu'il encourt sur la zone qu'il franchit. . L'ADEME rappelle le fait que seul la mise en sécurité a été réalisée (et non la dépollution du site). Les zones dangereuses sont correctement signalées le jour de l'inspection, les déchets dangereux ont été évacués. L'ADEME a bien réalisé les travaux de sécurisation qui lui ont été demandés.
Type de suites proposées : Sans suite